

MODULE 1 :

Définition du périmètre de la cartographie

La définition du périmètre du projet clarifiera ce qui doit être inclus dans la cartographie et ce qui devra en être exclu, et pourquoi. Un cadrage minutieux permettra d'économiser du temps et des ressources.


OBJECTIF DU MODULE

Élaborer une « vision » pour l'exercice de cartographie des financements liés à l'utilisation des terres : définir les objectifs, les résultats attendus et le périmètre potentiel de l'analyse. Développer un plan de projet.

QUESTIONS CLÉS

- 1.1 Quel est le contexte de l'analyse ?
- 1.2 Quel est l'objet de l'analyse ?
- 1.3 Quelles sont les questions de cadrage à poser aux parties prenantes ?
- 1.4 Quelles sont les données disponibles ?
- 1.5 Quelles sont les ressources nécessaires ?

MODÈLE

 Télécharger **Modèle 1 - Liste des questions de cadrage**

1.1 Quel est le contexte de l'analyse ?

L'équipe de projet devra clarifier dès le début les objectifs généraux, le contexte et le cadre politique de l'analyse. L'analyse peut être placée dans le contexte de la lutte contre le changement climatique ou de développement durable, ou bien de politiques ou stratégies sectorielles ciblées sur un moteur spécifique de la déforestation, ou encore de chaînes d'approvisionnement spécifiques. L'approche développée dans cet outil peut être adaptée à différents périmètres d'analyse, larges ou restreints, en fonction des objectifs poursuivis. De manière générale et dans le contexte de ce document, nous considérons que le travail de cartographie des financements se place dans le contexte du rôle des forêts dans la lutte contre le changement climatique, généralement tel que défini dans les stratégies REDD+ au niveau national ou sous-national.

Il est utile d'identifier les documents stratégiques fournissant des informations sur les principaux moteurs de déforestation et/ou sur les facteurs déterminant la résilience de l'utilisation des terres, ainsi que sur les politiques et mesures envisagées. Ceux-ci peuvent inclure :

- stratégies REDD+ nationales/juridictionnelles ;
- plans nationaux/juridictionnels de lutte contre le changement climatique ;
- plans nationaux d'adaptation et programmes nationaux d'action ;
- contribution déterminée au niveau national (NDC) ;
- proposition de préparation (R-PP) pour le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) ;
- stratégies de croissance verte ou de développement durable ;
- politiques forestières ;
- plans agricoles nationaux/juridictionnels ;
- autres plans de développement sectoriels nationaux/juridictionnels pertinents ;
- communications nationales et rapports biennaux actualisés à la CCNUCC ;
- évaluations des besoins ou plans d'investissement.

Les questions à se poser pour développer une bonne compréhension du contexte du pays/de la juridiction pour la cartographie des financements liés à l'utilisation des terres sont les suivantes :

- ▶ Quelles sont les principales activités économiques dans le pays/la juridiction ?
Quelles sont les principales sources de revenus ?
- ▶ Quelles sont les priorités pour le développement à court et moyen terme ?
- ▶ Quel est le rôle des forêts dans le développement du pays/de la juridiction ?
- ▶ Quelles sont les principaux défis de la gestion des ressources naturelles dans le pays/la juridiction ?
- ▶ Quelles sont les principaux moteurs de déforestation et dégradations dans le pays/la juridiction ?
- ▶ Le pays/la juridiction est-il impliqué dans le processus REDD+ ? Existe-t-il une stratégie REDD+ ou forestière au niveau national/juridictionnel ?

1.2 Quel est l'objet de l'analyse ?

Une fois le contexte général clarifié (1.1), il convient de définir les objectifs spécifiques de l'exercice de cartographie des financements liés à l'utilisation des terres. Ceux-ci peuvent aller de la collecte d'informations spécifiques au rapportage sur les progrès réalisés, en passant par l'identification des ressources permettant de mettre en œuvre de nouvelles solutions. Ensuite, il faudra déterminer quel type de livrables est attendu pour appuyer les objectifs de l'analyse : Que voulons-nous analyser ? Comment allons-nous l'analyser ? Quels types de résultats et livrables permettront d'influencer les partenaires cibles et les processus politiques pertinents ?

Tableau 2 : Objectifs potentiels, résultats connexes et progrès souhaités d'une cartographie des financements liés à l'utilisation des terres

Le Tableau 2 répertorie une liste d'objectifs potentiels, de résultats connexes et de progrès souhaités. Le Tableau 3 fournit des exemples concrets de cartographies réalisées.

Objectif	Produit	Résultat
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Que souhaitez-vous atteindre ? ▶ Quels sont les processus que l'analyse va chercher à influencer ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Que doivent fournir les données/analyses ? ▶ Que faut-il analyser et comment l'analyser ? ▶ Que devraient dire les chiffres et l'analyse ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ À quoi servira le résultat ? ▶ Que se passera-t-il une fois l'objectif atteint ?
<p>Suivre la mise en œuvre des objectifs politiques, l'atteinte des résultats et les ressources allouées.</p>	<p>Calculer les investissements/les flux financiers/l'allocation des ressources, sur l'année ou la période, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dépenses/recettes budgétaires ; • investissements publics et privés mobilisés ; • investissements fournis versus investissements nécessaires pour une activité ou un objectif donné, par exemple la protection du couvert forestier, la superficie (ha/m²) des terres réhabilitées ou protégées, les émissions réduites ou séquestrées (équivalent CO₂), l'augmentation de la productivité de l'élevage ou du rendement des cultures à la suite d'une intensification ; • rapports nationaux et internationaux sur les appuis financiers reçus comparé aux besoins, ou rapports destinés à des bailleurs spécifiques. 	<p>Transparence et redevabilité accrues.</p> <p>Confiance accrue avec les partenaires et les bailleurs.</p>
<p>Aligner les financements sur les objectifs forestiers et climatiques.</p>	<p>Identifier et évaluer le volume des investissements pouvant causer la déforestation et la dégradation des forêts.</p> <p>Encourager les discussions multipartites et intersectorielles sur la catégorisation des investissements durables et non durables et l'intégration des objectifs climatiques et forestiers (dans les politiques sectorielles, la coopération au développement, les partenariats public-privé, etc.).</p> <p>Soutenir la formulation de politiques, mesures et activités alignées sur les objectifs forestiers et climatiques.</p>	<p>Actions cohérentes et détaillées pour soutenir les objectifs climatiques et forestiers formulées.</p> <p>Réorientation des dépenses non durables vers des activités alignées sur les objectifs de la politique forestière et climatique.</p> <p>Investissements durables à effet de levier.</p>

Objectif	Produit	Résultat
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Que souhaitez-vous atteindre ? ▶ Quels sont les processus que l'analyse va chercher à influencer ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Que doivent fournir les données/analyses ? Que faut-il analyser et comment l'analyser ? Que devraient dire les chiffres et l'analyse ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ À quoi servira le résultat ? Que se passera-t-il une fois l'objectif atteint ?
Élaborer des plans d'investissement et des propositions de financement, des schémas de mobilisation des ressources et des véhicules d'investissement.	Réfléchir sur la nature des financements existants dans des secteurs ou des activités spécifiques, présentant des besoins d'investissement non comblés. Analyser l'efficacité des mesures existantes pour mobiliser des fonds pour les forêts.	Fonds supplémentaires mobilisés.
Construire des partenariats/ dialogues efficaces pour mettre en œuvre les objectifs climatiques et forestiers.	Identifier les points d'entrée pour les financements/ investissements des différentes parties prenantes. Accroître la coordination entre les parties prenantes pour comprendre les relations et les chevauchements de financement, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • public-privé, • intersectoriel, • national et international. 	Identification des opportunités de cofinancement. Utilisation plus efficace des ressources, par exemple les capitaux publics, et mobilisation des investissements du secteur privé.

Tableau 3 : Exemples d'objectif, de résultat et de progrès de cartographies des financements liés au climat ou à l'utilisation des terres

Objectif	Produit	Résultat
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Quel est l'objectif du porteur de projet ? Quel sont les processus que l'analyse va chercher à influencer ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Qu'est-ce que les données/analyses doivent fournir ? Que mesurer et comment le mesurer ? Que devraient dire les chiffres ? 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ À quoi servira le résultat ? Que se passera-t-il une fois l'objectif atteint ?
<p>Cartographie des financements publics alignés à la REDD+ en Côte d'Ivoire, 2015 (Falconer et al. 2017)</p> <p>Identifier les besoins et opportunités d'augmenter les financements disponibles pour la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+.</p> <p>Engager un dialogue intersectoriel sur la cohérence des dépenses dans les secteurs liés à l'utilisation des terres.</p>	<p>Niveau de référence pour 2015 qui montre la nature et le volume des financements publics nationaux et internationaux (parties prenantes, canaux financiers) contribuant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réduire la déforestation et la dégradation des forêts, en appui à la Stratégie REDD+ et ; • augmenter potentiellement la pression sur les forêts. 	<p>Meilleure compréhension et transparence du volume et de la nature des investissements publics dans l'utilisation des terres.</p> <p>Définition multipartite d'activités alignées et non alignées sur les objectifs REDD+ dans chaque secteur d'utilisation des terres.</p> <p>Intégration des objectifs forestiers et climatiques dans les processus de planification et de budgétisation sectoriels, initiés par le ministère du Plan.</p>

Objectif	Produit	Résultat
<p>► Quel est l'objectif du porteur de projet ? Quel sont les processus que l'analyse va chercher à influencer ?</p> <p>Cartographie des investissements publics planifiés pour l'utilisation des terres dans la région des Hauts plateaux du Centre au Vietnam, 2016-2020 (EU REDD Facility et CIEM, 2018)</p> <p>Obtenir un niveau de référence des ressources nationales allouées aux secteurs liés à la forêt pour alimenter les propositions d'investissement REDD+ sous-nationales et identifier des opportunités de cofinancement.</p> <p>Informier le développement du plan régional de développement.</p> <p>Clarifier les principaux besoins et défis pour la mise en œuvre du Plan d'action national REDD+ au niveau sous-national.</p> <p>Informier le gouvernement et les bailleurs des besoins et opportunités potentielles pour la mise en œuvre d'activités REDD+ provinciales dans les Hauts plateaux du centre, en complément du cadre national de mobilisation des ressources.</p>	<p>► Qu'est-ce que les données/analyses doivent fournir ? Que mesurer et comment le mesurer ? Que devraient dire les chiffres ?</p> <p>Identification et quantification des investissements publics nationaux et internationaux prévus (2016-2020) en rapport avec la mise en œuvre du Plan d'action national REDD+ dans les cinq provinces des Hauts plateaux du centre, en identifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les principales sources de financement, les parties prenantes et les modèles de dépenses prévues ; • la contribution des dépenses publiques d'investissement à la réalisation des objectifs REDD+ et les besoins principaux dans la mise en œuvre du Plan d'action national REDD+ ; • le rôle des investissements, au niveau central et provincial, dans les moteurs potentiels de changement d'utilisation des terres et de la perte des forêts. 	<p>► À quoi servira le résultat ? Que se passera-t-il une fois l'objectif atteint ?</p> <p>Meilleure compréhension et vision consolidée des investissements publics prévus pour l'utilisation des terres au niveau sous-national.</p> <p>Priorités en matière de soutien identifiées, ainsi que les mesures visant à obtenir des financements plus efficaces pour les forêts dans les futures propositions de financement juridictionnelles.</p>
<p>Cartographie des financements liés à l'utilisation des terres en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Parker, 2018)</p> <p>Comprendre comment les recettes et les dépenses en Papouasie-Nouvelle-Guinée peuvent être réorientées pour s'aligner sur les objectifs de lutte contre le changement climatique, tout en soutenant les moyens de subsistance et la croissance économique.</p>	<p>Identification des flux financiers liés aux secteurs agricoles et forestiers, notamment les taxes et les prélèvements imposés aux principaux exportateurs de produits agricoles, les dépenses publiques et les subventions au secteur privé.</p> <p>Cartographie de l'alignement des flux totaux sur les activités d'atténuation et d'adaptation de l'utilisation des terres.</p> <p>Recommandations visant à améliorer les incohérences dans l'application des taxes et des prélèvements entre les secteurs, ainsi que la transparence dans la collecte et le décaissement des financements.</p>	<p>Sensibilisation accrue aux flux financiers liés à l'utilisation des terres et à leur contribution relative au changement climatique.</p> <p>Augmentation du soutien des bailleurs par le biais du FVC afin d'appuyer la transition vers une économie d'utilisation durable des terres.</p>
<p>Cadre analytique pour l'amélioration de la productivité des terres via la politique fiscale en Indonésie (Mafira et Sutiyono, 2015)</p> <p>Développer des recommandations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajuster la conception des instruments existants de perception des recettes ; • augmenter le transfert des recettes vers les administrations locales ; • affecter plus de recettes pour soutenir la réduction de la déforestation. 	<p>Analyse et quantification de certaines lois et réglementations fiscales et non fiscales relatives à l'utilisation des terres en Indonésie, notamment la sylviculture, l'agriculture, le pétrole et le gaz, l'exploitation minière et l'énergie géothermique, et identification des faibles taux de collecte des recettes et des possibilités d'ajustement des instruments de la politique fiscale.</p>	<p>Atteindre les objectifs de l'Indonésie en matière de recettes et d'utilisation durable des terres.</p>

1.3 Quelles sont les questions de cadrage à poser aux parties prenantes ?

Vous devez discuter de la définition du périmètre de l'analyse et en convenir avec l'équipe du projet et les principales parties prenantes qui vont être impliquées dans l'étude (voir le Module 2). Les principales questions de cadrage à traiter comprennent :

- ▶ L'analyse devrait-elle prendre en compte les activités d'atténuation du changement climatique et/ou les activités d'adaptation liées à l'utilisation des terres ?
- ▶ La cartographie devrait-elle également inclure le financement des activités d'utilisation des terres qui sont susceptibles de causer la déforestation ou la dégradation des forêts ? (financements liés aux activités conventionnelles (« business as usual »))
- ▶ Quels sont les secteurs ou les produits agricoles qui présentent un intérêt particulier ?
- ▶ Quel devrait être le périmètre géographique de l'étude, par exemple national ou provincial ?
- ▶ Quelle année/période l'analyse devrait-elle couvrir ?
- ▶ Quelles seront les sources de financement incluses ?
- ▶ Quel est le type de financement qui sera évalué ?

Les sections suivantes vous permettront de vous familiariser avec la terminologie, de découvrir les défis à prendre en compte lors du processus de prise de décision et de fournir des exemples issus des précédentes cartographies des financements.

1.3.1 L'analyse devrait-elle prendre en compte les activités d'atténuation du changement climatique et/ou les activités d'adaptation liées à l'utilisation des terres ?

L'analyse peut être axée sur les mesures d'atténuation ou sur les activités d'adaptation, ou sur les deux. Que signifient l'atténuation et l'adaptation au changement climatique dans le contexte de l'utilisation des terres ?

- Une approche centrée sur l'atténuation prendrait en compte tous les scénarios de développement à faibles émissions et identifierait les secteurs clés qui contribuent à la réduction des émissions forestières et de changement d'usage des terres.
- Une approche centrée sur l'adaptation comprendrait également une analyse des secteurs et des activités qui augmentent ou diminuent la résilience des systèmes d'utilisation des terres, et qui aident à s'adapter aux impacts du changement climatique.

1.3.2 La cartographie devrait-elle également inclure les financements qui sont susceptibles de causer la déforestation ?

En règle générale, une analyse des financements liés à l'utilisation des terres dans le contexte de la REDD+ pourrait commencer par la cartographie des flux de dépenses et d'investissements contribuant aux objectifs climatiques. En fonction des objectifs de l'analyse, il peut être utile d'élargir le périmètre des flux financiers à analyser pour inclure les flux non alignés aux objectifs climatiques. Ces autres flux sont parfois qualifiés de « gris » si l'incidence de ces financements sur la forêt est potentiellement négative, ou de « bruns » si les financements sont liés à des activités connues pour favoriser la déforestation ou la dégradation des forêts. Ils peuvent aider à identifier les opportunités d'intégration des objectifs de durabilité dans les politiques, pour réorienter les investissements non durables et pour limiter les impacts de la déforestation et de la dégradation.

L'élargissement du périmètre d'analyse aux flux gris ou bruns implique des efforts accrus de collecte de données. Il peut également soulever certains défis en termes de catégorisation et définition des activités.

Dans le cadre de cet outil, trois catégories ont été développées pour appuyer l'analyse des financements :

- **Activités alignées sur le climat et la REDD+**, qui contribuent à l'atténuation du changement climatique en augmentant les absorptions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) ou en réduisant les émissions de GES issues de l'agriculture et de la forêt. Le boisement/reboisement, la gestion durable des forêts, l'agriculture zéro déforestation et les solutions de cuisson propres telles que le gaz de pétrole liquéfié et les foyers améliorés¹ sont des exemples d'activités alignées sur le climat. Dans le cadre plus large des financements liés au climat, cela pourrait également inclure des activités qui augmentent la résilience et l'adaptation aux impacts du changement climatique, ainsi que des activités qui contribuent à l'atténuation du changement climatique dans le secteur agricole.
- **Les activités « grises » ou à alignement conditionnel** sont souvent indirectement liées aux moteurs de la déforestation et pourraient contribuer à réduire la déforestation, mais seulement sous certaines conditions. C'est par exemple le cas de l'intensification agricole, la bioénergie et l'exploitation du bois. L'intensification agricole, par exemple, peut contribuer à l'atténuation du changement climatique en augmentant la production sur les terres existantes, réduisant ainsi la pression sur les forêts environnantes. Cependant, si elle n'est pas accompagnée de politiques d'utilisation des terres fortes, l'intensification de l'agriculture peut avoir des répercussions inattendues pouvant entraîner une augmentation de la valeur des terres et une incitation à une plus grande conversion des forêts en terres agricoles.
- **Activités « brunes » ou non-alignées sur le climat**, qui entraînent la déforestation ou la dégradation des forêts. Ces activités varient selon les pays et sont communément appelées les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts. L'agriculture extensive, la gestion non durable des forêts, l'exploitation illégale du bois ou l'utilisation de la biomasse non durable pour le chauffage et la cuisine, sont des exemples d'activités motrices de la déforestation. Dans une définition plus large des financements liés à l'utilisation des terres, ces activités pourraient également inclure des activités qui ne sont pas adaptées aux impacts du changement climatique ou qui réduisent la résilience des écosystèmes.

Une cartographie des financements liés à l'utilisation des terres peut inclure n'importe laquelle (ou la totalité) de ces catégories en fonction de l'objectif souhaité de l'analyse. Le Module 3 fournit plus de détails sur l'approche utilisée pour définir les activités d'utilisation des terres.

Les travaux précédents de cartographie quantifient également les financements « gris » et/ou « bruns » :

- Travaux de CPI et de EFI en Côte d'Ivoire (Falconer et al. 2017), qui ont cartographié les flux financiers alignés sur la REDD+ et les flux financiers « gris » dans le pays en 2015.
- Cartographie de 2011 de CPI des financements publics de l'action climatique en Indonésie (Ampri et al. 2014), qui montre des financements qui pourraient clairement être identifiés comme étant alignés sur le climat. En outre, ce document pointe une large plage d'incertitude, reflétant la part des financements potentiellement pertinents qui n'a pas pu être vérifiée en l'absence de définitions et d'informations améliorées sur les activités d'adaptation.

¹ Des effets de rebond potentiels devront peut-être être pris en compte pour ces deux activités

- Les travaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Parker, 2018) cartographient les flux financiers pertinents pour la REDD+, y compris les sources publiques de recettes et de dépenses contribuant à la déforestation et à la dégradation des forêts.
- Les travaux de l'EFI et du CIEM dans les Hauts plateaux du centre au Vietnam ont porté sur les investissements prévus dans les secteurs d'utilisation des terres, notamment ceux alignés sur le plan d'action REDD+ (EFI et CIEM, 2018).

1.3.3 Quels sont les secteurs ou produits agricoles qui présentent un intérêt particulier ?

Pour préparer une discussion/décision sur les secteurs ou les produits agricoles à inclure, vous pouvez poser les questions suivantes :

- ▶ Quels sont actuellement les principaux moteurs de déforestation et de dégradation, et quels sont les moteurs futurs possibles ? Quelles parties prenantes sont impliquées dans des activités liées à ces moteurs ?
- ▶ Par conséquent, quels secteurs de l'économie favorisent la déforestation ou minimisent les moteurs de déforestation ?
- ▶ Quels secteurs d'utilisation des terres sont sujets aux impacts du changement climatique ou contribuent à augmenter la résilience des systèmes d'utilisation des terres ?

Certains secteurs pourraient être intéressants pour une juridiction ou un pays à la recherche d'opportunités de financement externe supplémentaires et pourraient faire l'objet d'une cartographie des financements ciblée.

Ces secteurs peuvent inclure la sylviculture, l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, l'approvisionnement en eau, les infrastructures ou l'aménagement du territoire.

Les produits agricoles peuvent inclure, par exemple, le soja, le bœuf, le bois ou l'huile de palme. Ceux-ci sont traités plus en détail dans le Module 3.

Parmi les travaux précédents de cartographie des financements évaluant des secteurs particuliers, on peut citer par exemple :

- Travaux de CPI et de l'EFI en Côte d'Ivoire (Falconer et al. 2017), qui ont cartographié les activités considérées comme « pertinentes » dans le contexte de la stratégie nationale REDD+ du pays, notamment les politiques en matière d'agriculture, de sylviculture, d'énergie, d'environnement, d'exploitation minière et de planification.
- Les travaux du PNUD en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Parker, 2018) ont inclus les secteurs de l'agriculture et de la sylviculture, qui ont été identifiés comme les secteurs prioritaires.
- L'analyse de l'ODI sur les subventions aux principaux produits agricoles entraînant une déforestation, qui suit les subventions publiques nationales et internationales s'appliquant à la production de bœuf et de soja du secteur privé au Brésil, et les subventions du secteur public (nationales et internationales) destinées à la production de bois et d'huile de palme du secteur privé en Indonésie (McFarland et al., 2015).

1.3.4 Quelle devrait être le périmètre géographique ?

La cartographie devrait-elle englober les niveaux mondial, national et local (État, municipalité) ? La plupart des initiatives de cartographie menées à ce jour ont eu lieu au niveau national. Toutefois, le suivi au niveau sous-national peut fournir un niveau de détail plus important, particulièrement pertinent dans les États fédéraux ou décentralisés.

Savoir si les données peuvent être plus difficiles à obtenir au niveau sous-national, et si elles seront compatibles avec les données collectées au niveau national, constitue un défi à relever. Une analyse sous-nationale peut être l'occasion d'évaluer le niveau de cohérence et de coordination dans la planification budgétaire et le rapportage entre les différents niveaux de gouvernement.

Les analyses financières précédentes, menées au niveau sous-national, comprennent :

- Travaux de l'EFI et du CIEM au Vietnam avec cinq provinces de la région des Hauts plateaux du centre.
- Suivi des financements REDD+ de Forest Trends dans les États d'Amazonie et d'Acre au Brésil.

1.3.5 Quelle période temporelle l'analyse devrait-elle couvrir ?

Il s'agit ici de déterminer si l'analyse prendra en compte les dépenses passées (ex-post) ou futures (ex-ante), ou les deux, et si elle se concentrera sur une année spécifique ou sur une période plus longue.

Une année versus plusieurs années

Se concentrer sur une année spécifique peut fournir un panorama instantané et un niveau de référence des dépenses annuelles liées à l'utilisation des terres, qui peuvent être mises à jour chaque année ou tous les deux ans afin d'évaluer la progression. Une cartographie sur plusieurs années peut montrer des tendances dans l'évolution des financements. Toutefois, la cartographie sur plusieurs années peut rencontrer des problèmes d'homogénéité des données entre les années.

Selon les pays, la disponibilité des données récentes est variable. Dans de nombreux cas, les rapports officiels et/ou audités sont souvent disponibles un ou deux ans plus tard.

Ex-post versus ex-ante

Une décision doit être prise quant à l'opportunité de procéder à une analyse ex-post ou ex-ante. L'analyse ex-post fournit des informations sur les dépenses effectuées, tandis que l'analyse ex-ante fournit des informations sur les dépenses prévues dans les budgets. La cartographie ex-ante peut fournir des données utiles aux stratégies de mobilisation des ressources. Cependant, l'accès aux données et leur exactitude peuvent être compliqués.

Engagements versus décaissements

Pour une analyse ex-post, l'équipe du projet doit décider si la cartographie des financements publics tiendra compte des engagements financiers ou des décaissements des institutions financières et des bailleurs. Les engagements financiers représentent une obligation ferme de fournir un financement à un projet, par le biais de la conclusion d'un contrat financier ou d'une décision du conseil d'administration en matière d'investissement. Le montant total de la transaction est enregistré quel que soit le temps requis pour l'achèvement du projet, par exemple le montant d'un prêt ou d'une subvention.

Les décaissements financiers indiquent plutôt le paiement spécifique du montant convenu au cours de l'année donnée, par exemple la concrétisation d'un prêt ou d'un don.

L'accent mis sur les engagements plutôt que sur les décaissements affecte l'ampleur des flux, car les montants importants des engagements sont souvent décaissés sur plusieurs années et parfois seulement partiellement. Des données cohérentes sur les décaissements font souvent défaut pour les acteurs internationaux, mais peuvent être disponibles via les systèmes nationaux d'information budgétaires et de dépenses.

Les analyses financières précédentes, menées sur différentes périodes, comprennent :

- La plupart des analyses ont porté sur les données de décaissement ex-post pour une seule année, généralement les plus récentes en termes de disponibilité des données vérifiées (cartographie des financements de l'action climatique en Indonésie, cartographie des financements liés à l'utilisation des terres en Côte d'Ivoire et en Papouasie-Nouvelle-Guinée).
- La cartographie des investissements réalisée par EFI et le CIEM au niveau sous-national au Vietnam a examiné les données planifiées (ex-ante) sur une période de cinq ans.

1.3.6 Quelles sources de financement seront incluses ?

Une autre question fondamentale est de savoir si l'étude couvrira les flux financiers publics et privés, de sources nationales et internationales, ou un sous-ensemble de ces flux. Le choix des flux financiers à traiter devrait être déterminé en fonction des activités clés contribuant à ou contrariant une utilisation durable des terres, et de la provenance des capitaux qui soutiennent ces activités, ainsi que de la disponibilité des données.

Par exemple, si le but de l'étude est d'évaluer les financements liés à la forêt dans un pays où la majorité des investissements forestiers sont réalisés par le secteur public, il conviendra alors de traiter ces investissements publics. En revanche, si l'objet de l'étude est d'évaluer les flux financiers contribuant à la production d'une denrée agricole particulière, tel que l'huile de palme, dans un pays où cette huile de palme est largement financée par des acteurs du secteur privé, le cadre d'incitation à l'investissement privé et les investissements privés effectifs devraient être ciblés.

Certaines questions clés à se poser :

- ▶ Quel est le rôle des forêts dans le plan de développement national (trois à cinq ans), le cadre des dépenses à moyen terme, l'orientation de la politique fiscale et/ou les dépenses nationales ?
- ▶ Quelles sont les principales activités économiques dans la région concernée ? Quelles sont les principales sources de revenus (budget) ?
- ▶ La majorité des activités d'utilisation des terres, d'agriculture ou de sylviculture dans la juridiction est-elle financée par des fonds publics ou privés ?
- ▶ Quelles sont les principales industries actives dans les secteurs de l'utilisation des terres ? D'où proviennent principalement les investisseurs ? (nationaux/internationaux)
- ▶ Quel est le rôle des sources de financement nationales et internationales ?
- ▶ Dans quelle mesure sera-t-il facile de collecter les données et d'y accéder ?

Les activités précédentes de cartographie des financements couvrant également le secteur privé comprennent :

- La cartographie des financements de l'action climatique en Allemagne réalisé en 2010 par CPI, qui a révélé la prédominance des dépenses d'atténuation de la part des entreprises et des ménages dans tous les secteurs de l'économie, en se concentrant sur les sources de financement nationales (Juergens et al. 2012).
- Les autres cartographies des financements réalisées par CPI et EFI en Indonésie (Ampri et al. 2014) et en Côte d'Ivoire (Falconer et al. 2017) se sont d'abord concentrées sur les finances publiques, y compris les sources de financement nationales et internationales.

1.3.7 Quel type de financement sera évalué ?

La décision sur les sources de financement à inclure influence les types de financement à évaluer. Une analyse des financements publics peut être limitée aux :

- dépenses publiques et flux d'investissement provenant de sources nationales et/ou d'acteurs publics internationaux ;
- recettes publiques générées par les filières pertinentes, y compris les taxes et les recettes non fiscales ;
- subventions publiques en général, y compris les réglementations, les subventions et les prêts à taux concessionnels, les incitations fiscales, les dépenses budgétaires du gouvernement pour la recherche et le développement, et les campagnes de sensibilisation.

L'analyse des financements privés peut comprendre :

- investissements du secteur privé sous forme de dette ou de participation dans des projets ;
- marchés financiers où les financements proviennent des émissions d'actions et d'obligations.

Le périmètre peut être délimité au travers d'ateliers avec des experts du secteur et des représentants publics, mais il est également essentiel de prendre en compte la disponibilité des données et des ressources.

L'intégration de différents types de financement, peut également présenter des difficultés lorsqu'il existe des chevauchements et un risque de double comptage.

Les sections suivantes fournissent des conseils à l'équipe de projet pour explorer ces sources de financement de manière plus détaillée, et répertorient les questions clés, les parties prenantes et les instruments à prendre en compte. Le Module 4 passe en revue les flux afin d'affiner la sélection des principales parties prenantes à inclure dans la cartographie et de construire une première représentation de leurs interconnexions.

À ce stade, vous devez également commencer à rassembler des informations pour comprendre les systèmes de gestion des finances publiques et privées de la juridiction, par exemple les lois de finance/budget, les documents sur la nomenclature et les processus budgétaires, les lois et réglementations concernées, les rapports annuels des organismes publics, les documents des entreprises publiques, les comptes de fonds, les rapports d'audit ou les rapports d'évaluation.

Dépenses publiques et flux d'investissement

L'analyse des financements publics prend en compte les dépenses et les investissements du secteur public réalisés avec des sources de financement nationales et/ou internationales. L'analyse comprend généralement les dépenses fédérales et ministérielles (dans le budget national), les transferts du gouvernement national aux administrations locales, aux entreprises publiques et aux institutions financières, ainsi que les dépenses et les investissements de ces entités (voir le Module 5 pour une présentation du budget gouvernemental). Cette catégorie comprend également les investissements des bailleurs de fonds internationaux ou d'institutions financières publiques qui ont lieu dans et/ou hors du budget du gouvernement national.

Questions clés

- ▶ Quels ministères, organismes, entreprises publiques, fonds et institutions financières publiques jouent un rôle dans la répartition du financement des activités liées à l'utilisation des terres ?
- ▶ Quels types de financement (dépenses/investissements prévus, budgets opérationnels, recettes) la juridiction espère-t-elle influencer ? Où sont les opportunités ?
- ▶ Existe-t-il des fonds publics ou des mécanismes de financement spécifiques liés aux secteurs d'intérêt pour l'étude ?
- ▶ Le cas échéant, quels sont les mandats des ministères, des organismes et des administrations locales dans les secteurs concernés ? Quel rôle jouent-ils dans le financement et la mise en œuvre des programmes nationaux ?
- ▶ Quels mécanismes permettent le transfert budgétaire du niveau central au niveau local ?
- ▶ Quels bailleurs et institutions financières publiques internationales financent le plus les activités d'utilisation des terres ?
- ▶ Les bailleurs soutiennent-ils directement le gouvernement national ou les administrations locales par le biais d'aides budgétaires ou d'appuis hors-budget ? Comment les finances publiques sont-elles transcrites dans les budgets nationaux ? Les données budgétaires sont-elles accessibles à l'équipe du projet ?

Principales parties prenantes à prendre en compte

- Gouvernement central/ministères de tutelle – accent mis sur les domaines les plus pertinents pour l'utilisation des terres, par exemple l'environnement, la forêt, l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie, les infrastructures, la planification et les financements, en fonction de la définition du périmètre du projet.
- Administrations locales (province/état, municipalité/comté, district).
- Organismes publics soutenant la mise en œuvre des mandats des ministères de tutelle, par exemple : agence de l'environnement, agence météorologique, parcs nationaux et organismes du développement rural, agences de gestion des forêts, organismes de recherche et développement du secteur de l'agriculture, agences de surveillance de l'environnement, chambres de commerce de l'agriculture, etc.
- Fonds fiduciaires publics opérant au niveau national ou local avec un portefeuille dans les secteurs concernés, y compris par exemple un fonds national REDD+, un fonds de développement rural ou un fonds fiduciaire pour l'environnement.
- Entreprises publiques opérant dans les secteurs concernés.
- Institutions financières publiques ou institutions financières à participation publique majoritaire et ayant un portefeuille dans les secteurs concernés, notamment les agences de crédit agricole publiques.
- Acteurs publics internationaux : bailleurs bilatéraux, fonds/organismes multilatéraux, institutions financières de développement multilatérales/régionales/bilatérales.
- Acteurs privés et de la société civile, par exemple les ONG, les universités et les centres de recherche, et les autres parties prenantes publiques non étatiques : ils peuvent être soutenus par des bailleurs, généralement hors budget, ou par le biais d'un soutien direct programmatique.

Principaux instruments financiers à analyser

- Dépenses courantes du budget public national pour financer les dépenses de fonctionnement des politiques ou des programmes centraux et spéciaux ; dépenses d'investissement, par exemple les dépenses d'infrastructure ; et transferts aux administrations locales ou à d'autres organismes en charge de la mise en œuvre. Elles sont exécutées par les ministères de tutelle et les départements ou agences.
- Subventions d'acteurs publics internationaux et nationaux, généralement destinées à financer des investissements. Elles sont utilisées pour financier, par exemple, le renforcement des capacités, les études de faisabilité et projets pilotes.
- Prêts du gouvernement, contractés auprès d'institutions financières internationales ou de banques commerciales. Ceux-ci peuvent être à des conditions concessionnelles ou commerciales.
- Les entreprises publiques et les institutions financières peuvent avoir recours au financement propre ainsi qu'au financement par actions et par emprunt.
- Obligations souveraines.

Facteurs qui compliquent la consolidation des données budgétaires publiques

- Incohérence entre les jeux de données de différentes années car les ministères changent souvent, fusionnent, ferment ou se développent, avec des répercussions sur la structure budgétaire.
- Distinguer les budgets opérationnels, qui couvrent les salaires et les frais de fonctionnement des ministères, des budgets d'investissement, qui financent la mise en œuvre de programmes spécifiques, les infrastructures, etc.
- Il peut être difficile d'obtenir des données sur les flux hors budget, l'aide-projet fournie par les acteurs internationaux, les subventions publiques, les organismes publics, les entreprises publiques et les banques, ainsi que sur les budgets des administrations locales, qui nécessitent souvent une collecte de données ascendante fastidieuse.

Flux de subventions

Les gouvernements ou les organismes publics peuvent mettre en place des incitations fiscales, des politiques ou des réglementations qui orientent le comportement des investisseurs privés.

Les subventions peuvent être très variées et inclure : instruments de réglementation ; taxes et redevances pour les utilisateurs des terres et les acteurs des chaînes d'approvisionnement ; tarifs de rachat ; crédit agricole; assurance publique contre la perte de revenus dans le secteur agricole ou paiements carbone. Le Schéma 4 fournit une liste plus complète d'exemples de subventions.



Schéma 4 :
Instruments de soutien gouvernemental (ODI, 2015)

Questions clés

- ▶ Quels objectifs politiques nationaux sont-ils susceptibles d'affecter l'utilisation des terres (sécurité alimentaire et énergétique, diversification de l'approvisionnement en énergie, développement rural, amélioration des infrastructures de transport ou autres) ?
- ▶ Quelles politiques ou mesures fiscales liées aux secteurs d'intérêt (subventions, droits de douane, taxes, prélèvements, etc.) sont en place au niveau national ou local ?

Principales parties prenantes à prendre en compte

- Gouvernement central.
- Banques centrales agissant pour le compte du gouvernement central.
- Administrations locales ayant des responsabilités fiscales décentralisées.
- Organismes de commercialisation et autres autorités statutaires.
- Pays importateurs de produits agricoles.

Principaux instruments financiers

- Outils de recettes budgétaires du gouvernement dans le cadre de la politique fiscale, par exemple les taxes et redevances pour les utilisateurs des terres et les acteurs des chaînes d'approvisionnement.
- Outils de dépenses budgétaires du gouvernement dans le cadre de la politique budgétaire, par exemple les dépenses budgétaires pour assurer la perte de revenus du secteur agricole, la recherche dans le secteur agricole, les allégements fiscaux ou dépenses politiques et réglementaires.
- Subventions.
- Dette concessionnelle.
- Fonds propres à bas coût.

Si vous décidez d'inclure les subventions, il convient d'être prudent lors de l'agrégation et de la présentation ultérieure des données, afin d'éviter le double comptage. Par exemple, les subventions réduisant les coûts d'investissement présentent un risque de double comptage, lors du suivi des subventions publiques et des flux d'investissement du secteur privé.

Coûts d'investissement vs. mécanismes de subvention d'exploitation

Les cartographies des flux financiers liés au climat réalisées par CPI ont généralement comptabilisé les coûts totaux des transactions financières primaires et des investissements pertinents réalisés. CPI ne comptabilise pas les subventions d'exploitation, les transactions sur le marché secondaire ou d'autres mécanismes de soutien à l'investissement. Les mécanismes de soutien à l'investissement, tels que les tarifs de rachat, les paiements carbone ou les paiements pour services environnementaux, permettent de rembourser les coûts d'investissement initiaux. Par conséquent, les inclure induirait un double comptage. Les transactions sur le marché secondaire (par exemple, la revente de participations) ne sont pas comptabilisées car elles ne représentent pas de nouvelles sommes d'argent ciblant des résultats alignés sur le climat, mais plutôt de l'argent qui change de mains (Falconer et Stadelmann, 2014). CPI prend en compte les subventions plutôt dans les analyses d'études de cas, où le rôle souvent complexe des subventions peut être examiné en détail.

Flux de recettes publiques

Dans les pays tropicaux forestiers, les recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles représentent souvent une contribution importante aux recettes nationales du fait des taxes, des prélèvements, des redevances et des droits imposés aux utilisateurs des ressources naturelles. En même temps, les instruments générant des recettes peuvent influencer sur les comportements et être utilisés comme des outils de politique fiscale permettant d'atteindre des objectifs d'utilisation durable des terres.

Questions clés

- ▶ Quelles sont les sources de financement du budget public national ? Les mesures connexes ont-elles une influence sur les pratiques d'utilisation des terres ? Par exemple, les instruments fiscaux basés sur la surface des terres ont-ils le potentiel d'influencer les décisions relatives à l'expansion des terres et d'encourager une meilleure productivité par hectare ?
- ▶ Comment le gouvernement génère-t-il des recettes auprès des utilisateurs des terres ?
- ▶ Comment les recettes des ressources naturelles sont-elles redistribuées aux administrations locales ou aux départements sectoriels ?

Principales parties prenantes à prendre en compte

- Ministère des Finances, y compris le Trésor public.
- Autorités statutaires, y compris les filières agricoles.
- Producteurs et autres entreprises des chaînes d'approvisionnement agricoles, notamment les négociants, les fabricants et les détaillants.

Principaux instruments financiers

- Instruments fiscaux, tels que l'impôt foncier et immobilier.
- Instruments non fiscaux, tels que prélèvements, redevances (d'exploitation par des sociétés minières ou de production par géothermie), et droits (pour concession d'exploitation).

Souvent, les données relatives aux recettes nationales ne sont pas directement disponibles et une analyse indirecte peut être nécessaire pour combler ces lacunes.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, deux sources de données clés ont été utiles pour améliorer la compréhension des recettes issues de l'utilisation des terres liés (Parker, 2018). Il s'agissait des rapports financiers annuels des autorités statutaires répertoriant les montants collectés au moyen de divers instruments non fiscaux, ainsi que des données sur le commerce intérieur collectées mensuellement par la Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Flux d'investissement du secteur privé

Dans certains pays, les financements privés représentent une part importante des investissements totaux dans les financements de l'action climatique. Jusqu'à présent, ces investissements n'étaient pas pris en compte dans la plupart des analyses des financements de l'action climatique, en raison de la faible disponibilité des données (PNUD, 2012). Cartographier les engagements du secteur privé permettrait d'identifier les parties prenantes concernés - investisseurs, entreprises, producteurs, commerçants -, ainsi que les instruments financiers utilisés - financement par actions, par emprunt ou par capitaux propres. Les dépenses dans l'agriculture et la forêt incluent souvent à la fois un fonds de roulement et des dépenses en capital, financées par les fonds propres du producteur. Les sources de financement en amont pour les producteurs peuvent inclure des prêteurs officiels et informels. Les promoteurs des projets d'utilisation durable des terres peuvent être financés par une combinaison de fonds propres, de subventions et de dettes.

Questions clés

- ▶ Quelles sont les principales filières actives dans les secteurs de l'utilisation des terres ?
- ▶ Quels sont les principaux instruments et politiques utilisés pour encourager les investissements privés ?
- ▶ D'où proviennent principalement les investisseurs (nationaux/internationaux) ?
- ▶ Existe-t-il des données disponibles sur le montant des investissements ? Existe-t-il des institutions/organisations collectant des données pertinentes ?

Principales parties prenantes à prendre en compte

- Investisseurs institutionnels, y compris les institutions financières commerciales et les fonds (d'impact).
- Producteurs, y compris les entreprises, les ménages et les exploitations familiales.
- Porteurs de projet.
- Prestataires de services, commerçants, syndicats ou associations industrielles.
- Société civile, par exemple les ONG, les universités et les centres de recherche, les autorités religieuses, les associations caritatives/philanthropiques.
- Fonds et banques commerciales (nationales et internationales).

Principaux instruments financiers à analyser

- Allocations sur les marchés subventionnés.
- Prêts.
- Obligations.
- Fonds propres.
- Garanties.

Cartographier les flux d'investissement du secteur privé reste un exercice très ambitieux pour la plupart des pays, les données étant rares et difficiles à comparer. Il n'existe pas de méthodologie établie pour quantifier les investissements privés dans l'utilisation des terres, et la recherche dans ce domaine nécessite beaucoup de ressources. Certaines organisations ont, notamment Lowder et al. (2015), Forest Trends (2015), ainsi que les travaux du COWI pour l'Union européenne (COWI, 2018) qui examinent plus en détail les investissements privés de la REDD+.

Les difficultés rencontrées pour intégrer les données des financements privés incluent l'absence de bases de données centralisées et accessibles au public, nécessitant une collecte de données ascendante, qui sera probablement également fastidieuse selon les secteurs ou périmètres géographiques pertinents, en raison du grand nombre d'acteurs concernés et des préoccupations de confidentialité. Il est également compliqué de comprendre ce qui doit être mesuré et quand, en ce qui concerne les dépenses et les investissements privés, par exemple fonds de roulement versus investissements en capital. Une option peut être de se rabattre sur des proxys tels que le volume et le prix des produits vendus, car ils englobent les investissements réalisés tout au long de la chaîne de valeur. Il s'agit toutefois d'une solution imparfaite, car elle intègre les recettes d'une année donnée, mais pas les investissements, et elle est donc incomparable avec les données relatives aux décaissements annuels ou aux engagements du côté public.

1.4 Quelles sont les données disponibles ?

La compréhension des données disponibles est un facteur clé pour la définition du périmètre :

- ▶ Quelles sont les sources de données déjà accessibles couvrant les secteurs ou les activités concernées ?
- ▶ Quelles données supplémentaires pourraient être collectées ?

Il est utile de commencer à répertorier les sources de données potentielles pour les différentes sources de financement, acteurs et instruments financiers.

Toute analyse budgétaire préexistante dans le cadre d'un examen des dépenses publiques liées au climat (CPEIR) du PNUD, d'un examen des dépenses publiques (PER) de la Banque mondiale ou d'un cadre de financement du changement climatique (CCFF) du PNUD, fournit également une base utile pour connaître les sources de données existantes.

De plus amples informations sont disponibles dans le Module 5 sur la collecte de données et à l'Annexe I.

1.5 Quelles sont les ressources nécessaires ?

Lorsque vous discutez du périmètre potentiel de l'étude, il est important de prendre en compte le temps et les ressources nécessaires pour les différentes options discutées précédemment.

1.5.1 Exigences de calendrier

Le Tableau 4 fournit une estimation de la plage de temps nécessaire à l'analyse avec une équipe composée de deux à quatre experts principaux. Les ressources nécessaires varient grandement en fonction de la disponibilité données et de l'engagement des parties prenantes, de la taille de la juridiction et de la complexité du périmètre de l'analyse ou des secteurs concernés. Le travail peut être rationalisé une fois la méthodologie établie par le recours à de l'expertise locale, connaissant bien les différentes sources de données et capable d'établir les liens avec les fournisseurs de données.

Tâche	Temps	Homme/jour
Définition du périmètre	0,5 - 1,5 mois	5 - 60
Engagement des parties prenantes	1 - 2 mois au cours du travail	10 - 40
Ebauche de cartographie	0,5 - 1 mois	5 - 20
Collecte des données	3 - 5 mois	20 - 150
Traitement des données	1 - 2 mois	10 - 40
Analyse des données et présentation	2 - 3 mois	10 - 50
Utilisation des résultats	1 - 3 mois	10 - 40
Total	9 - 15 mois	70 - 420

Tableau 4 :
Estimations en homme/jour pour préparer une cartographie des financements liés à l'utilisation des terres

Autres considérations relatives aux ressources à prendre en compte

- Si la cartographie des financements liés à l'utilisation des terres doit être faite périodiquement, il est alors logique d'explorer la manière dont le premier exercice peut créer des itérations futures. Par exemple, accorder plus de temps pour tester le processus de collecte des données pourrait conduire à automatiser ce processus à l'avenir, avec l'introduction de « marqueurs climatiques » dans la base de données du budget de l'État ou avec l'augmentation de la fréquence des enquêtes préparées par les instituts statistiques.
- Un compromis sur le niveau de certitude requis pour la première cartographie des financements liés à l'utilisation des terres peut faire gagner du temps au départ, et la qualité peut être améliorée à chaque itération.
- Le niveau de détail et d'exactitude visé par le travail doit être mis en perspective avec la disponibilité des ressources.
- Certaines sources de données clés, telles que les ministères, nécessitent l'affectation de personnel interne dédié pour aider au travail de collecte des données.

1.5.2 Compétences requises de l'équipe de projet

La taille de l'équipe requise dépendra également des compétences de ses membres, de l'implication et de la participation des principales parties prenantes, telles que le ministère des Finances ou du Budget et le ministère du Plan, qui peuvent faciliter l'accès aux données et leur interprétation.

Expérience et compétences requises

- Expérience de travail avec le gouvernement concerné sur les politiques publiques liées à l'agriculture et/ou aux questions liées aux forêts.
- Compréhension des besoins en financement public et privé et des pratiques existantes dans les secteurs concernés.

Expérience en gestion des finances publiques

- Compréhension de la structure budgétaire, du système fiscal, des incitations fiscales, des véhicules d'investissement privé, etc.
- Excellent réseau de contacts avec les ministères concernés, les institutions financières privées, les experts, les fournisseurs de données, etc.
- Compétences en analyse de données quantitatives.

Expériences et compétences complémentaires

- Expérience dans l'utilisation d'un logiciel pour visualiser les flux financiers.
- Expérience antérieure de la cartographie et du suivi des flux qualitatifs et quantitatifs des financements publics et privés, au niveau mondial et national.

Modèle 1 - Liste des questions de cadrage



Modèle 1 - Liste des questions de cadrage

Questions	Réponses
Quels sont les objectifs généraux, le contexte et les politiques qui encadrent le travail ?	
Quels sont les objectifs politiques spécifiques de la cartographie ? Comment les résultats sont-ils susceptibles d'être utilisés ?	
L'analyse devrait-elle prendre en compte les activités d'atténuation du changement climatique et/ou les activités d'adaptation liées à l'utilisation des terres ?	
La cartographie inclura-t-elle également le financement des activités motrices de la déforestation ou qui pourraient en être la cause ? (financements liés aux activités conventionnelles (« <i>business as usual</i> »))	
Quels sont les secteurs ou les filières agricoles qui présentent un intérêt ?	
Quelle devrait être le périmètre géographique, par exemple national, provincial, etc. ?	
Quelle période l'analyse devrait-elle couvrir ? S'agira-t-il d'une approche ponctuelle ou pluriannuelle ?	
Quelles seront les sources de financement incluses ?	
Quel est le type de financement qui sera évalué ?	
Idées préliminaires sur les sources de données et les principales parties prenantes à impliquer.	
Ressources disponibles (budget, ressources humaines).	